



HAL
open science

Luttes de territoire : enjeux spatiaux et représentations sociales

Laurent Beauguitte, Marta Severo

► **To cite this version:**

Laurent Beauguitte, Marta Severo. Luttes de territoire : enjeux spatiaux et représentations sociales. L'Espace Politique, 2019, 37 (1), 10.4000/espacepolitique.6028 . halshs-02360070

HAL Id: halshs-02360070

<https://shs.hal.science/halshs-02360070>

Submitted on 12 Nov 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



L'Espace Politique

Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique

37 | 2019-1

Luttes de territoire + Varia

Luttes de territoire : enjeux spatiaux et représentations sociales

Struggles for territory: spatial issues and social representations

Laurent Beauguitte et Marta Severo



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/6028>

ISSN : 1958-5500

Éditeur

Université de Reims Champagne-Ardenne

Ce document vous est offert par Campus Condorcet



Référence électronique

Laurent Beauguitte et Marta Severo, « Luttes de territoire : enjeux spatiaux et représentations sociales », *L'Espace Politique* [En ligne], 37 | 2019-1, mis en ligne le 04 octobre 2019, consulté le 12 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/6028>

Ce document a été généré automatiquement le 12 novembre 2019.



Les contenus de *L'Espace politique* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France.

Luttes de territoire : enjeux spatiaux et représentations sociales

Struggles for territory: spatial issues and social representations

Laurent Beauguitte et Marta Severo

Introduction

- 1 Après les « nouveaux mouvements sociaux » nés dans les années 1960, l'heure serait aujourd'hui aux luttes de territoire que nous définissons comme les « mobilisations politiques qui s'inscrivent dans un lieu, dont il est à la fois le support, le mobile et le principal enjeu » (Dechézelles et Olive, 2016). En France, l'effervescence militante et médiatique autour de la zone à défendre (zad) de Notre-Dame-des-Landes (NDDL) ces dernières années a entraîné une production éditoriale conséquente, militante tout d'abord, puis académique. Si, comme l'écrit Maria Kakogianni, la zad « est devenue le mythe structurel de toute une fraction du radicalisme contemporain » (Kakogianni, 2016), les travaux se sont multipliés tant en sociologie, en science politique qu'en géographie dans le champ académique francophone.
- 2 Ce dossier thématique s'inscrit dans cette perspective qui vise à étudier comment le territoire devient enjeu de conflit. Si l'étiquette jugée infamante du syndrome NIMBY (*Not in my backyard*) a longtemps été utilisée pour disqualifier tout mouvement de contestation d'un projet d'aménagement, elle n'est plus guère mobilisée aujourd'hui (Sébastien, 2013) tant il apparaît que face au « déménagement du monde », un « ménagement du territoire » serait une option politique, écologique et éthique défendable (Vidalou, 2017 ; Des plumes dans le goudron, 2018).
- 3 Tout conflit mobilise des représentations divergentes voire opposées et le propre des luttes de territoire est la création d'imaginaires spatiaux produits par les différents acteurs en présence. Le recours privilégié aux automédias¹ n'est pas une nouveauté mais le caractère devenu incontournable de la communication en ligne est susceptible d'offrir une caisse de résonance inespérée aux luttes locales (Mabi, 2016), même si créer

un blog, une page Facebook ou une chaîne Youtube ne signifie pas nécessairement qu'un public autre que déjà convaincu sera touché.

- 4 Après avoir rappelé la généalogie de ce dossier thématique, nous proposons une lecture croisée des huit articles en évoquant successivement les terrains, les méthodes et les concepts mobilisés. Enfin, nous terminons en pointant quelques limites de ce dossier et les perspectives à nos yeux prometteuses d'un domaine de recherche, sans doute encore trop cloisonné au niveau disciplinaire mais en plein développement.

Généalogie et présentation du dossier

1.1 Du 4^e colloque du CIST au dossier de l'*Espace politique*

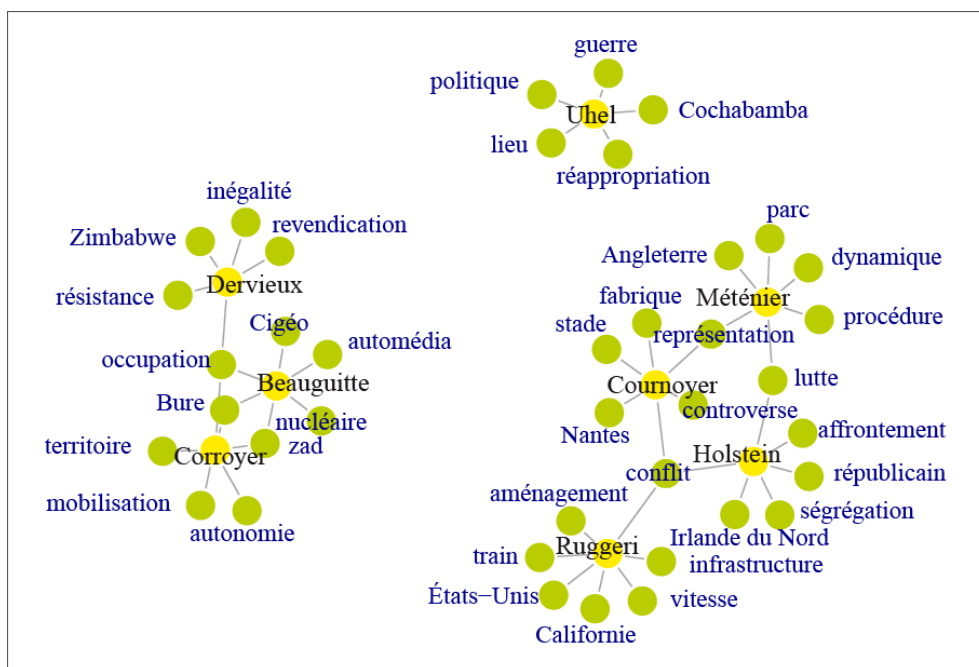
- 5 Ce dossier est directement issu d'un appel à communications diffusé en septembre 2017 pour une session du quatrième colloque du Collège International des Sciences Territoriales (CIST). Nous avons reçu 18 propositions, en avons retenu 10 et une journée complète d'échanges avait eu lieu autour de ces communications à Rouen en mars 2018². Les personnes ayant communiqué à cette occasion ont bien entendu été informées en amont du projet de dossier thématique mais, contraintes de calendrier obligeant, seul.e.s Laurent Beauguitte et Marie Méténier sont au sommaire. Pour ce dossier thématique, nous avons reçu 17 propositions d'articles dont une en anglais ; 8 articles en français composent ce dossier, la majorité étant signé par des géographes, deux par des doctorant.e.s en science politique.
- 6 Lorsque nous avons rédigé cet appel il y a deux ans maintenant, aucun des coordinateurs de ce numéro n'avait encore commencé à travailler sur le sujet. Si Marta Severo travaille depuis des années sur l'utilisation des réseaux sociaux numériques en prêtant une attention particulière à leurs aspects spatiaux, la dimension liée aux conflits territorialisés n'est au cœur de ses travaux³ ; Laurent Beauguitte quant à lui, après un an et demi passés à travailler sur le mouvement Nuit debout (Beauguitte et Lambert, 2018 ; Bacchiochi *et al.*, 2019), commençait tout juste à s'intéresser au fonctionnement du bois Lejuc occupé à Bure (Meuse).
- 7 Deux numéros thématiques récents, l'un de *Noroi* en 2016 et l'autre de *Politix* en 2017, tous deux coordonnés par Stéphanie Dechézelles et Maurice Olive, nous servirent de modèle implicite. Le premier, poursuivant les propositions de Hmed (2008), explorait l'hypothèse « que l'espace, en tant que construit social et objet d'attachements, n'est pas simplement un arrière-fond contextuel des luttes, mais participe pleinement de la dynamique constitutive des mobilisations, autant qu'il se constitue à travers elles » (Dechézelles et Olive, 2016). Le second numéro thématique était plus spécifiquement dédié aux pratiques occupantes définies comme « l'ensemble des actions, matérielles ou cognitives, par lesquelles des acteurs s'emploient à (ré)investir, de manière éphémère ou durable, un espace physique de pratiques et de significations pour y créer une autre forme d'espace de vie (ou de survie [...]) » (Dechézelles et Olive, 2017, les italiques sont des auteur.e.s).
- 8 Les propositions reçues montrent une diversité de conflits beaucoup plus élevée que ce à quoi nous nous attendions. Si les « pratiques occupantes » sont au cœur de trois articles (celui de Marie Méténier dans le parc de Dartmoor en Angleterre, celui de Pablo Corroyer sur les pratiques occupantes « autonomes » à NDDL et à Bure et enfin celui de Laurent Beauguitte sur l'occupation du bois Lejuc à Bure d'août 2016 à février 2018), l'occupation n'est qu'une des formes de lutte évoquées dans l'article de Zénaïde

Dervieux portant sur les résistances paysannes dans un parc national au nord du Zimbabwe. Deux articles centrent leur analyse sur les marques urbaines (peintures murales, graffitis, etc.) et les représentations présentes héritées de conflits passés (Mathieu Uhel sur les vingt ans de la « guerre de l'eau » à Cochahamba en Colombie, Hadrien Holstein sur les pratiques et représentations urbaines de militants républicains en Irlande du Nord) ; deux articles enfin s'intéressent à des conflits d'aménagement, l'un au niveau d'un État nord-américain (Charlotte Ruggeri sur le projet de train à grande vitesse en Californie), l'autre au niveau d'une métropole française (Maude Cournoyer-Gendron et ses co-auteur.e.s sur le projet de stade à Nantes).

1.2 Conflits et terrains

- 9 L'utilisation du terme « lutte », issu davantage de la sphère militante que de la sphère académique s'explique en grande partie par la chronologie évoquée à l'instant ; si nous avions été plus avancé.e.s dans nos lectures, le terme « conflit » aurait sans doute été préféré, notamment parce qu'il a été l'objet d'une conceptualisation plus riche, que ce soit en géographie, en sociologie ou en science politique. Comme l'indiquent Maude Cournoyer-Gendron et ses co-auteur.e.s, « parler de lutte, fait écho au vocabulaire militant et met principalement la focale sur la dimension politique du conflit qui est plus large et multidimensionnel ». Reste que les auteur.e.s de ce dossier ont rarement utilisé ces termes comme mots clés (2 occurrences pour lutte, 3 pour conflit – cf. figure 1) leur préférant des termes plus spécifiques à leur objet comme « occupation » dans le cas des zad pour Corroyer et Beauguitte ; « guerre de l'eau » pour Uhel ; « résistance » pour Dervieux, etc.

Figure 1 : les mots clés des 8 articles du dossier



Crédits : Auteurs

Les auteur.e.s sont en jaune, les mots clés en vert. Ces derniers ont été simplifiés (substantif uniquement, mis au singulier et sans majuscule si besoin).

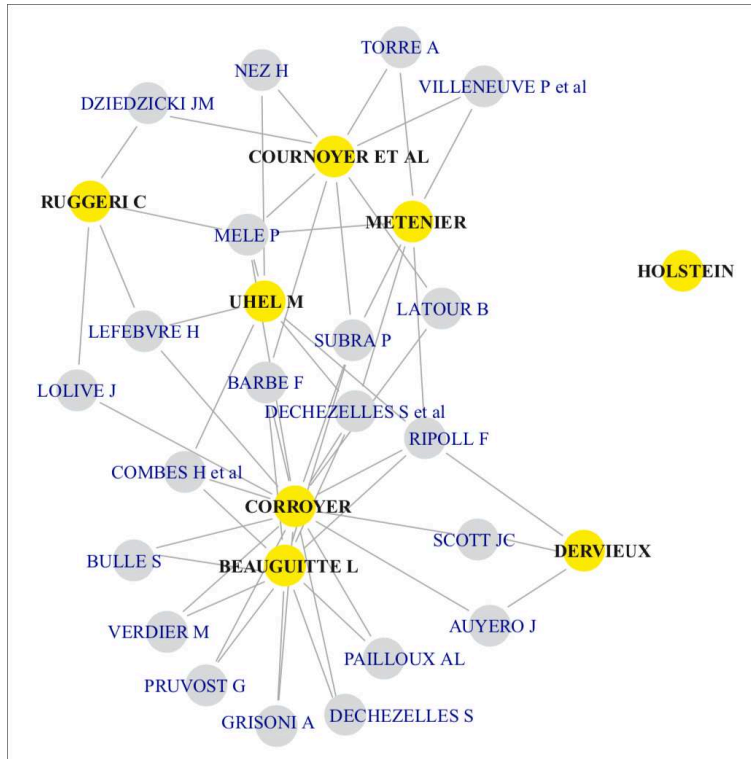
- 10 Le choix des termes, s'il obéit parfois à des automatismes ou à des modes intellectuelles, n'est évidemment jamais anodin. Étudier un conflit, ce que font la majeure partie des auteur.e.s de ce dossier, permet tout à la fois de mobiliser un appareil conceptuel solide (les travaux de Patrice Melé ont été régulièrement sollicités dans ce but) et d'adopter une forme de neutralité scientifique en présentant tour à tour les différents acteurs du conflit étudié, leurs arguments, leurs représentations, la reprise ou non par les médias, etc. Les deux derniers articles (Corroyer, Beauguitte) n'étudient pas un conflit territorialisé mais des luttes de territoire basées sur des pratiques occupationnelles. Or, la question du positionnement du chercheur sur ces terrains est pourtant à peine esquissée alors que, comme l'écrit à juste titre, Geneviève Pruvost, « la question de la neutralité ne se pose pas : aller à la ZAD, c'est soutenir cette lutte d'occupation et y contribuer dans la mesure de ses moyens et de ses préférences politiques » (Pruvost, 2015).
- 11 Si les formes de conflits sont variées (accès au foncier, occupations diverses, aménagement ferroviaire, projet de stade en milieu urbain, impacts urbains d'un conflit, etc.), les terrains et les échelles spatiales le sont également (de l'État californien au bois Lejuc en Meuse, de Nantes à Belfast et à Cochabamba, du parc national de Dartmoor à celui de Hwange au Zimbabwe, sans oublier la zad de Notre-Dame-des-Landes).

Méthodes et concepts

- 12 Le travail de terrain, l'observation (participante ou non), la réalisation d'entretien et l'étude d'un corpus documentaire sont les trois méthodes systématiquement mobilisées dans chacun des articles, à l'exception de Laurent Beauguitte qui justifie le refus des entretiens par son caractère supposé hiérarchique entre la personne réalisant l'entretien et la ou les autres personnes. La manière dont le corpus documentaire, quel qu'il soit, est mobilisé et analysé reste cependant peu explicite, à l'exception de Mathieu Uhel qui évoque « une méthode « artisanale » afin d'analyser les pratiques discursives », méthode « s'attach[ant] à la logique argumentative des textes ».
- 13 Les concepts mobilisés par les auteur.e.s sont, à l'image des conflits et des terrains étudiés, trop nombreux pour être évoqués en détail ainsi avons-nous préféré nous intéresser aux références bibliographiques mobilisées par les auteur.e.s. La figure 2 synthétise ces références ; afin de simplifier la figure et surtout de déterminer les références partagées, seul.e.s les auteur.e.s cité.e.s par plus d'une personne sont indiqué.e.s. S'il convient de ne pas sur-interpréter ce type de graphique, la pratique de la bibliographie étant largement dépendante tant du statut de l'auteur.e (doctorant.e ou non, statutaire ou non, etc.) que de sa discipline, le résultat mérite un rapide commentaire.
- 14 Tout d'abord, ce graphe n'est pas connexe ; l'un des deux politistes, Hadrien Holstein, du numéro n'a aucune référence commune avec les autres auteur.e.s. Ceci s'explique en partie par le cas retenu qui traite plus des marqueurs spatiaux hérités d'un conflit passé que d'un conflit de territoire à proprement parler – mais c'est aussi le cas du géographe Mathieu Uhel. Inversement, le nombre élevé de références communes entre Pablo Corroyer et Laurent Beauguitte s'explique aisément par leurs terrains respectifs ; zad de NDDL et Bure d'un côté, zad de Bure de l'autre. Le caractère majoritairement

francophone et récent des références partagées est sans doute en partie lié à l'importance de la production académique autour des zones à défendre (Barbe, 2016 ; Dechézelles et Olive., 2016 ; Bulle, 2016 et 2018) et des mouvements d'occupation (Combes *et al.*, 2015).

Figure 2 : les auteur.e.s cités par plus d'une personne.



Crédits : Auteurs

Les auteur.e.s du dossier sont en jaune et en gras, les personnes citées en bleu et gris.

- 15 Si des articles citent de façon isolée Michel Foucault, Pierre Bourdieu ou David Harvey, seul Henri Lefebvre apparaît comme un auteur « classique » mobilisable. Parmi les auteurs plus récents faisant office de référence partagée, on soulignera l'importance des travaux de Patrice Melé dont la typologie des conflits est fréquemment mobilisée ainsi que les travaux de Fabrice Ripoll qui depuis son travail de thèse ne cesse de défricher l'aspect spatial des conflits sociaux. Philippe Subra, malgré les limites de ses travaux, que ce soit l'absence de tout travail de terrain ou la reprise sans recul de catégories médiatiques, est également l'une de ces références partagées.

Limites et perspectives

- 16 Lancer un appel à communications, c'est en grande partie imaginer des rencontres, des dialogues entre terrains, disciplines, méthodes et aires linguistiques. Si la diversité des terrains et des disciplines nous semble correcte – la surreprésentation de géographes étant attendue pour *L'Espace politique*, seuls des articles écrits en français et signés par des auteur.e.s francophones composent ce dossier.

- 17 La question de la communication autour des conflits, qu'elle soit menée par les promoteurs ou les adversaires du projet, est abordée à plusieurs reprises et souvent de façon stimulante – nous pensons notamment aux marqueurs spatiaux utilisés tant en Colombie (Uhel) qu'en Irlande du Nord (Holstein) ; mais l'on peut tout de même s'étonner, vu le poids des réseaux sociaux numériques aujourd'hui (Severo et Romele, 2015), que seul l'article de Méténier consacre une partie spécifique à la communication en ligne. Si quasiment tou.te.s les auteur.e.s évoquent la presse écrite, bien peu abordent des corpus nativement numériques.
- 18 La question de l'engagement pourrait sembler consubstantielle à celle des conflits en général (Naudier et Simonet, 2014.) et des conflits territorialisés en particulier. Enquêter, faire du terrain auprès de personnes en lutte supposerait en effet d'explicitier son propre positionnement vis-à-vis des enjeux sociaux et spatiaux portés par cette lutte. Là où les géographes aménageurs se préoccupent de « favoriser l'acceptabilité sociale » des projets, comment se positionnent celles et ceux qui se penchent sur les résistances à ces projets ? De façon assez surprenante, très peu des auteur.e.s abordent la question. Le fait de s'intéresser à un terrain plus ou moins géographiquement éloigné (Dervieux, Ruggeri, Uhel) peut sans doute expliquer ce « détachement ». Pourtant, quand les terrains sont géographiquement proches, le positionnement des auteur.e.s n'est pas plus explicité.
- 19 Autre point aveugle dans les différents articles, la question de la restitution, question qui est depuis des décennies au cœur des réflexions de toutes les personnes mobilisant des méthodes de type ethnographique n'est pas abordée une seule fois, même de façon allusive – seul Laurent Beauguitte l'évacue en une ligne pour signaler qu'elle n'a pu avoir lieu en raison de l'évacuation du bois Lejuc en 2018. Rappeler ce qu'écrivait Daniel Bizeul en 2008 à propos de l'utilisation de méthodes de type ethnographique n'est donc peut-être pas totalement inutile : « Sauf exceptions, les chercheurs s'abstiennent pourtant de revenir vers les personnes concernées afin d'obtenir des remarques sur leur compte rendu d'enquête. Ils se comportent comme si la possibilité d'avoir mal vu et mal compris ne les effleurait pas ou comme si leurs résultats découlaient d'une création si fragile ou d'une procédure si stricte que la moindre réaction pouvait en amoindrir la qualité. » (Bizeul, 2008).

Conclusion

- 20 Ce dossier ne prétend évidemment pas épuiser son sujet – comment le pourrait-il ? - et la sortie très prochaine du numéro des *Carnets de géographes* consacré à la géographie des mobilisations et coordonné par Fabrice Ripoll et Anne-Laure Pailloux devrait fournir des éclairages supplémentaires et enrichissants. Nous espérons cependant que les lecteurs et lectrices trouveront matière dans ces différents articles à enrichir leurs connaissances et leurs réflexions sur des objets qui ne cessent à intervalles très réguliers d'occuper l'agenda médiatique.

BIBLIOGRAPHIE

BACIOCCHI, S.; BEAUGUITTE, L.; BLAVIER, P. ; LAMBERT, N., 2019, « Documenting the Diffusion of the 2016 French Nuit Debout, *Research Data Journal for the Humanities and Social Sciences*, vol. 1, n°1, p. 1-10, <https://brill.com/view/journals/rdj/aop/article-10.1163-24523666-00401005.xml>

BEAUGUITTE, L. ; LAMBERT, N., 2018, « Les Nuits debout en Île-de-France : diffusion spatiale d'une innovation politique », *Métropolitiques*, <https://www.metropolitiques.eu/Les-Nuits-debout-en-Ile-de-France-diffusion-spatiale-d-une-innovation-politique.html>

BIZEUL, D., 2008, « Les sociologues ont-ils des comptes à rendre ? Enquêter et publier sur le front national », *Sociétés contemporaines*, n° 70, p. 95-113, <https://www.cairn.info/revue-societes-contemporaines-2008-2-page-95.htm>.

COMBES, H. ; GARIBAY, D. ; GOIRAND, C. (dir.), 2016, *Les lieux de la colère : occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*, Paris, Karthala.

DECHÉZELLES, S. ; OLIVE, M., (dir.), 2016, « Conflits de lieux, lieux de conflits », *Noroi*, <https://journals.openedition.org/noroi/5838>.

DECHÉZELLES, S. ; OLIVE, M. (dir.), 2017, « Mouvements d'occupation », *Politix*, 117.

DES PLUMES DANS LE GOUDRON, 2018, *Résister aux grands projets inutiles et imposés. De Notre-Dame-des-Landes à Bure*, Paris, Textuel, coll. « Petite encyclopédie critique ».

DOUAY, N. ; SEVERO, M. ; GIRAUD, T., 2012, « La carte du sang de l'immobilier chinois, un cas de cyber-activisme », *L'information géographique*, 76(1), pp. 74-88.

HMED, C., 2008, « Des mouvements sociaux « sur une tête d'épingle »? », *Politix*, n° 4, pp. 145-165.

KAKOGIANNI, M., 2016, « Révolution et insomnies », *Les Temps Modernes*, n° 691, pp. 61-78.

MABI, C., 2016, « Luttes sociales et environnementales à l'épreuve du numérique : radicalité politique et circulation des discours », *Études de communication*, vol. 47, n°2, pp. 111-130, www.cairn.info/revue-etudes-de-communication-2016-2-page-111.htm.

NAUDIER, D. ; SIMONET, M. (dir.), 2014, *Des sociologues sans qualités ? Pratiques de recherche et engagements*, Paris, La Découverte.

PRUVOST, G., 2015, « Chantiers participatifs, autogérés, collectifs : la politisation du moindre geste », *Sociologie du travail*, n° 57, pp. 81-103, <http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2014.12.006>.

SÉBASTIEN, L., 2013, « Le nimby est mort. Vive la résistance éclairée : le cas de l'opposition à un projet de décharge, Essonne, France », *Sociologies pratiques*, n° 2, pp. 145-165, <https://www.cairn.info/revue-sociologies-pratiques-2013-2-page-145.htm>.

SEVERO, M. ; LAMARCHE-PERRIN, R., 2018, « L'analyse des opinions politiques sur Twitter : Défis et opportunités d'une approche multi-échelle », *Revue française de sociologie*, vol. 59, n°3, pp. 507-532.

SEVERO, M. ; ROMELE, A. (dir.), 2015, *Traces numériques et territoires*, Paris, Presses des Mines.

VIDALOU, J.-B., 2017, *Être forêts. Habiter des territoires en lutte*, Paris, La Découverte, collection « Zones ».

NOTES

1. Médias de tout type (brochures, blogs, radio, etc.) créés et alimentés par les militant.e.s,
 2. Les actes de cette journée sont disponibles en ligne (visité le 12/09/2019).
 3. Voir cependant le cyberactivisme en Chine étudié dans Douay *et al.*, 2012 et l'étude des opinions politiques sur Twitter dans Severo et Lamarche-Perrin, 2018.
-

RÉSUMÉS

Introduction du numéro de la revue L'Espace politique, intitulé « Luttes de territoire : enjeux spatiaux et représentations sociales »

Introduction to the special issue "Struggles for territory - spatial issues and social representations"

INDEX

Keywords : conflict, struggle for territory, bibliography

Mots-clés : conflit, lutte de territoire, bibliographie

AUTEURS

LAURENT BEAUGUITTE

Chargé de recherche CNRS

UMR Géographie-cités

laurent.beauguitte@cnrs.fr

MARTA SEVERO

Professeure d'Université

EA Dicen-DIF

marta.severo@u-paris10.fr